



ONU  HABITAT

Division de la Coopération Technique et Régionale



SÉNÉGAL: PROFIL URBAIN DE DAKAR



Programme Participatif de l'élaboration des profils urbains dans les pays africains, caraïbes et pacifiques (ACP)

Mme Ndèye Fatou D. Guèye et Dr. Oumar Cissé avec l'aide de El Housseynou Ly et Moussa Sy ont préparé le profil national du secteur urbain au Sénégal auprès des acteurs clés du secteur urbain et également de consultations conduites dans différentes villes du Sénégal. Sur la base de ce document et Kerstin Sommer ont ensuite préparé ce profil. Le projet et le présent rapport furent supervisés par Mohamed El Sioufi, Alioune Badiane, Farrouk Tebbal, Clarissa Augustinus, Mohamed Halfani, Lucia Kiwala, Eduardo Moreno, Ole Lyse, Raf Tuts, Joseph Guiebo, Gwendoline Mennetrier et Nicolas Maréchal.

Mise en page: Nicolas Maréchal et Kerstin Sommer.

DÉNI DE RESPONSABILITÉ: Les termes employés et le matériel utilisé dans cette publication ne reflètent pas nécessairement les points de vue du Secrétariat des Nations unies ou des diverses organisations qui lui sont liées. Les appellations employées et les informations présentées n'impliquent de la part de l'ONU HABITAT et de son conseil d'administration, aucune prise de position quant au statut juridique des pays concernés, la délimitation de ses frontières, ou compromettant les autorités en place, le système économique établi ou encore le degré de développement. Les analyses, conclusions et recommandations de ce rapport ne reflètent pas non plus nécessairement le point de vue du programme des Nations unies pour les établissements humains (ONU-HABITAT), son conseil d'administration et de ses États membres.

La présente publication peut être reproduite, entièrement ou en partie, sous n'importe quel format ou support, à des fins éducatives mais non lucratives, sans l'autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur, à la condition qu'il soit fait mention de la source. ONU-HABITAT souhaiterait qu'un exemplaire de l'ouvrage où se trouve reproduit l'extrait lui soit communiqué. La présente publication ne peut être ni revendue ni utilisée à d'autres fins commerciales sans l'autorisation préalable du Programme des Nations unies pour les Établissement Humains.

Publié par le Programme des Nations unies pour les Établissements Humains. Copyright © 2008

HS/1003/08F

ISBN: 978-92-1-131982-8

Printing: UNON, Publishing Services Section, Nairobi, ISO 14001:2004-certified

Les publications du Programme des Nations unies pour les Établissement Humains sont disponibles au bureau régional et d'information de l'ONU HABITAT ou directement à l'adresse suivante:

P.O.Box 30030, GPO 00100

Nairobi, Kenya

Fax: + (254 20) 762 4266/7

E-mail: unhabitat@unhabitat.org

www.unhabitat.org



**Programme des Nations Unies pour les Établissements Humains
Division de la Coopération Technique et Régionale**

SÉNÉGAL: PROFIL URBAIN DE DAKAR

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS DE LA DIRECTRICE EXÉCUTIVE	2	PROFIL URBAIN DE DAKAR - SERVICES URBAINS.....	18
PROFIL URBAIN DE DAKAR - INTRODUCTION.....	4	PROFIL URBAIN DE DAKAR - ENVIRONNEMENT.....	22
PROFIL URBAIN DE DAKAR - RÉSUMÉ EXÉCUTIF.....	4	PROJETS PROPOSÉS	
PROFIL URBAIN DE DAKAR - CONTEXTE.....	6	GOUVERNANCE.....	24
PROFIL URBAIN DE DAKAR - GOUVERNANCE.....	10	BIDONVILLES.....	26
PROFIL URBAIN DE DAKAR- BIDONVILLES.....	14	ÉQUITÉ DES SEXES ET VIH/SIDA.....	28
PROFIL URBAIN DE DAKAR - ÉQUITÉ DES SEXES ET VIH/SIDA.....	16	ENVIRONNEMENT.....	30

AVANT-PROPOS

La croissance annuelle de la population urbaine en Afrique Subsaharienne approche les 5%, soit deux fois supérieure à celle des pays d'Amérique Latine et d'Asie. C'est par ailleurs sur ce continent que l'on enregistre la plus forte proportion de citoyens résidant dans un bidonville.



Aujourd'hui, ils seraient 187 millions de personnes à vivre dans ces conditions soit pas moins de 72% de la population habitant dans une ville. Tous, rejoignent les métropoles dans l'espoir d'une vie meilleure, si la tendance se confirme, cette population pourrait doubler tous les quinze ans. Les défis auxquels sont confrontées les villes africaines sont donc immenses: il nous faut fournir pour chacun un habitat décent. Ceci implique que ce lieu de vie ait accès aux services urbains de base. En outre, dans la mesure du possible, il nous faut garantir que la construction de ces zones d'habitation préservera l'environnement en même temps qu'elle contribuerait au développement économique de la région.

ONU-HABITAT est l'agence qui la première, porte la responsabilité d'accomplir les objectifs de développement du Millenium (ODM), cible 10 (réduire de moitié le nombre des personnes qui n'ont pas accès à l'eau potable) et cible 11 (améliorer de manière significative, les conditions de vie des habitants des bidonvilles – Au moins, pour 100 millions d'entre eux et ce, d'ici à 2020. L'une des principales stratégies de ONU-HABITAT pour mettre fin à cette crise, est de travailler en partenariat avec la Commission européenne afin de promouvoir en Afrique, dans les Caraïbes et dans les pays du Pacifique, un développement urbain durable. Considérant l'urgence et la multitude des besoins, ONU-HABITAT juge plus que nécessaire la création d'un outil permettant de dresser rapidement le bilan de la situation afin d'établir des priorités sur les actions à entreprendre, sur le court, moyen et long terme. En 2002, toujours dans le cadre de la coopération avec la Commission européenne et afin de fixer les lignes directrices dans la réalisation d'un développement urbain qui soit durable, l'ONU-HABITAT est parvenu et ce, pour la première fois, à réaliser une étude sur le secteur urbain en Somalie. Cette étude consistait à identifier les besoins afin, dans un second temps, de mettre en œuvre trois ambitieux programmes soutenus et financés par un certain nombre de bailleurs de fonds.

En 2004, le Bureau régional de ONU-HABITAT pour l'Afrique et les pays arabes prit l'initiative de développer cette approche afin de l'appliquer à vingt nouveaux pays. Ceci fut alors réalisé en collaboration avec d'autres départements au sein même de l'agence, la Branche en charge du développement urbain, la Section environnement urbain, l'Observatoire urbain global, le Programme pour les établissements humain, le Bureau de gouvernance urbaine, le Bureau

politique en genre, le Bureau d'environnement et la Division Formation Renforcement des capacités. Cette nouvelle approche, réalisée en coopération avec divers bureaux de ONU-Habitat, est connu sous l'acronyme RUSPS (Rapid Urban Sector Profiling for Sustainability) qui pourrait être traduit par : Analyse du milieu urbain (d'une ville et/ou à l'échelle d'un pays) dans la perspective d'un développement durable (de la ville étudiée).

Il est maintenant important de préciser, que jamais le RUSPS n'aurait vu le jour sans le concours de l'Italie, de la Belgique et des Pays-Bas. La principale vocation du RUSPS consiste à mieux formuler puis à orienter les politiques consistant à réduire la pauvreté urbaine, à l'échelle locale bien sûr, mais aussi régionale et nationale. Ceci implique qu'il faille évaluer les besoins mais aussi prendre connaissance des opportunités et des défis à relever à l'avenir. Pour ce faire, il est essentiel d'élargir le dialogue avec le plus grand nombre d'acteurs possible et ce, en engageant la responsabilité de toutes les parties prenantes. Notre action consiste donc à identifier les meilleures méthodes à appliquer mais surtout, de les mettre à exécution, en gardant à l'esprit notre but: atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

RUSPS aborde principalement cinq grands thèmes: la gouvernance, la condition de vie dans les bidonvilles, l'équité entre les sexes, le VIH/SIDA et l'environnement. Concrètement, son rôle consiste à travailler à l'élaboration de quatre profils au total, l'un à l'échelle nationale, les trois autres sur des villes préalablement choisies par le pays concerné. Généralement, le choix se porte d'une part sur la capitale ou à défaut, sur la plus importante ville du pays, d'autre part, sur une ville moyenne et une autre enfin, de taille modeste. Sur la base d'entretiens avec les parties prenantes, les profils relatent la situation dans chacune des villes, les informations alors obtenues permettent de produire dans un deuxième temps le profil national, offrant ainsi une vue d'ensemble sur la réalité urbaine du pays. Les consultations réalisées avec les différents acteurs permettent d'établir les priorités. Les informations collectées au niveau des villes ont rendu possible la juste évaluation de la situation à l'échelle du pays, quand bien même des consultations dans les domaines des institutions, de la législation en cours et des finances, au niveau national, constituèrent un complément d'information. C'est ainsi que ces profils devraient permettre d'encourager la création de stratégies à l'échelle des villes mais aussi des pays, mais également la mise en place d'une politique de développement efficace. De plus, la réalisation de ces profils urbains aura rendu plus simple l'analyse et donc la compréhension de la situation dans la sub-région - préalable indispensable pour établir des stratégies et des politiques communes à travers l'identification des besoins réels et des priorités dans ladite région. Enfin, cette démarche permet d'éclairer les agences internationales sur le rôle potentiel qu'elles pourront jouer dans le développement de la zone, notamment en ce qui concerne le renforcement des capacités.

Au Sénégal, la réalisation des profils fut prise en charge par les autorités locales et nationales. La réalisation des profils urbains et du profil national fut, elle, réalisée localement par les villes de Dakar, Kaolack et Kanel. Le profil national est la synthèse des conclusions d'un bureau d'études, d'entretiens avec les acteurs clés et d'informations communiquées par

les autorités. Les différents participants aux consultations se sont entendus sur la nécessité de délimiter leurs domaines de recherche sur les aspects marquants des problèmes rencontrés dans les villes, à savoir la pauvreté urbaine, les problèmes d'organisation notamment en ce qui concerne la gouvernance, l'accès aux services de base, les différentes formes de discrimination, la pollution etc. Un consensus fut ensuite obtenu sur les interventions prioritaires, sur ce qui devait être entrepris que ce soit sous la forme de programme d'action ou des projets à mettre en œuvre.

Je souhaiterais saluer le travail de monsieur Mohamed El Sioufi qui dans un premier temps, conçut le concept des profils urbains, le cordonnateur du programme Alain Grimard et puis Kerstin Sommer qui prit en charge la coordination. Je souhaiterais également citer tous les membres du personnel qui ont contribué à la réalisation de ce rapport. Je nommerai entre autres Alioune Badiane, Joseph Guiebo, Farrouk Tebbal, Clarissa Augustinus, Mohamed Halfani, Lucia Kiwala, Eduardo Moreno, Ole Lyse, Raf Tuts, Gwendoline Minnetrier et Nicolas Maréchal.

J'aimerais enfin remercier monsieur Assane Diane, Ministre de l'Urbanisme et de l'Aménagement du territoire, monsieur Oumar Sarr, ministre du Patrimoine bâti, de l'Habitat et de la construction, ainsi que tous ceux qui ont participé et soutenu cette initiative et les féliciter pour avoir contribué à son succès. J'attends désormais avec impatience de constater sur le terrain, les progrès qui auront été réalisés à Dakar.



Anna Kajumulo Tibaijuka

Sous-secrétaire Général des Nations-Unies
et Directrice Exécutive.
UN-HABITAT

Introduction

Le but ultime du Profil du Secteur Urbain est de contribuer au développement de la politique de réduction de la pauvreté urbaine aux niveaux local, national et régional en Afrique et dans les Pays Arabes. Il s'agit ici d'évaluer les besoins et les mécanismes de réponse appropriés et ce, en gardant toujours à l'esprit les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Notre politique consiste à soutenir des activités telle que le renforcement des capacités (formation des cadres dans l'administration; attribution de matériel; conseil en organisation etc.), des programmes de développement visant à faciliter l'accès à un habitat décent et aux services urbains de base pour les plus démunis et de promouvoir une législation en faveur de l'équité entre les sexes et d'un plus grand respect de l'environnement. L'approche est basée sur les TDR standards développés par la Commission européenne (CE) et déjà mis en œuvre par ONU HABITAT en Somalie.

Cette approche, lorsqu'elle fut appliquée en Somalie, a permis une intégration spatiale/territoriale multisectorielle et une collaboration intersectorielle dans l'analyse des questions urbaines ainsi que dans la conception des interventions qui sont à ce jour mises en œuvre.

L'étude, si elle est réalisée à une échelle locale, doit cependant refléter les tendances urbaines émergentes, les questions urbaines communes – en considérant toutefois les spécificités propres à chacune des villes –, les problèmes à résoudre et les opportunités sur lesquelles s'appuyer pour les interventions de développement à venir. Les rapports nationaux fourniront les données indispensables pour rédiger les Documents Stratégiques de Réduction de la Pauvreté (DSRP) et pour établir les Plans Cadres pour l'Assistance des Nations Unies au Développement (UNDAF). Ils permettront en outre d'orienter la politique nationale des pays concernés et ce, grâce à l'identification des éventuelles insuffisances dans les domaines institutionnel, juridique et procédural et permettront par la même de mieux former le personnel en charge desdits domaines. Cette démarche vise clairement à assurer une véritable pérennité aux projets de développement parce qu'elle permettra aux pays participant à ce processus, d'atteindre le degré d'autonomie nécessaire.

Méthodologie

La **phase un** consiste à dresser un tableau des conditions de vie dans les villes, à l'échelle locale mais aussi nationale. Les profils porteront sur la capitale du pays ou à défaut, la ville la plus importante, une ville moyenne et une autre enfin, de taille modeste. Les villes seront sélectionnées de manière à offrir une bonne représentativité de la situation urbaine du pays. L'analyse développe six grands thèmes: la gouvernance, les conditions de vie dans les bidonvilles, le genre, le VIH/SIDA, les services urbains de base et l'environnement. Les informations sont obtenues au travers d'entretiens et de discussions avec les acteurs clés et les institutions. Une fois analysées, il sera possible d'identifier les forces, les faiblesses, les opportunités et menaces (méthode SWOT) que rencontrent les villes et pays concernés dans leur développement. Ces conclusions seront ensuite présentées lors de consultations dans les villes et au niveau national, afin, éventuellement, d'être revues, modifiées. Un consensus devra alors être obtenu entre les différents acteurs engagés dans le processus, afin de dégager les priorités pour les interventions futures.

La **phase deux**, sur la base des priorités identifiées dans la phase 1, et après étude de faisabilité, consiste à mettre en place un programme de formation pour les cadres dans l'administration et à déterminer ce que seront les projets d'investissement prioritaires.

La **phase trois** est la phase de réalisation des projets envisagés lors des deux phases précédentes. Mais il est essentiel de donner les moyens qui permettront aux pays concernés de travailler seuls, au développement dans leurs villes. Ce degré d'autonomisation sera rendu possible, entre autres, par la mise place de cadres institutionnels solides.

Le présent rapport est la synthèse du travail réalisé par Dakar lors de la phase 1 du processus RUSPS.

Généralités

Lorsque le commandant français, Protet, faisait hisser le drapeau français sur Dakar le 25 mai 1857, la future grande ville située sur l'extrémité occidentale du Sénégal, en bordure de l'Océan Atlantique, n'était qu'un petit village Lébou. Mais sa position géographique privilégiée, son rayonnement de ville carrefour (entre l'Afrique, l'Europe et l'Amérique) ainsi que certains événements survenus au cours de son développement urbain (capitale de l'AOF) feront de Dakar un grand centre qui impose dès lors son influence et sa polarisation sur le plan national et international.

Le relief généralement bas, se caractérise au nord de la tête de la presqu'île, par deux monts qui constituent les points culminants de la région et tirant leur nom de leur allure qui rappelle deux mamelles (105 mètres de haut pour la plus élevée).

L'extrémité ouest et les parties sud sont assez élevées (10 à 20 mètres) et forment des falaises sur la ligne de rivage.

Le climat de Dakar est un climat tropical à deux saisons (sèche et humide) propre à la bande sahélo-soudanienne, mais sa position en façade océanique tempère la chaleur et la sécheresse du climat.

La ville se trouve entre les isohyètes 625mm (Ouakam) et 635mm (Mbao). La température moyenne pour une bonne partie de la saison humide de juillet à octobre est au dessus de 27°C. Les températures combinées à une forte humidité rendent le climat très inconfortable par rapport à la saison sèche.

Le climat de la zone qualifié de sub-canarien est plutôt différent dans son rythme, sa température et son humidité de celui de l'intérieur du Sénégal.

Gouvernance

«La ville de Dakar est une personne morale de droit public.» Le conseil municipal, organe délibérant, règle, par ses délibérations, les affaires de la ville. Il est composé de conseillers et conseillères élus pour cinq ans au suffrage universel direct, qui élisent le maire et les adjoints qui composent le bureau municipal. Le conseil municipal se réunit en sessions ordinaires quatre fois par an (janvier, avril, juillet, octobre) et des sessions extraordinaires peuvent se tenir chaque fois que le maire le juge utile ou que la majorité des membres dudit conseil, en exprime le souhait.

Bidonvilles

Si la structure urbaine de l'agglomération dakaroise, dont le port est le centre névralgique et stratégique, procède d'une logique coloniale bien établie, elle s'est anarchiquement modifiée dans les années qui ont suivi sa création. Cette période s'est traduite par le développement et la diversification de formes irrégulières de production et d'occupation de l'espace pour l'habitat. En effet, la région de Dakar qui couvre une superficie estimée à près de 0,3% du territoire national, abrite la moitié de la population urbaine du pays. L'occupation spatiale est caractérisée par l'habitat spontané, généralement dans les départements de Pikine et de Rufisque, ainsi que dans les localités dénommées «villages traditionnels» comme Ouakam, Yoff et Ngor. Le taux d'irrégularité est estimé à 21,76% dans toute la région avec respectivement 2,98% pour le département de Dakar, 42,42% pour le département de Pikine et 9,57% pour le département de Rufisque.

A Dakar, l'habitat irrégulier occupe plus de 30% des superficies habitées et la ville se caractérise par une urbanisation à double registre: celle de la ville dite régulière, jouissant d'un «statut légal d'occupation» du sol et celle de cette «autre ville» dite irrégulière dont la création se fait en dehors des «cadres légaux».

Équité entre les sexes et VIH/SIDA

Entre 1998 et 1999, le taux brut de scolarisation des filles atteint 85,3% contre 94,7% pour les garçons. Ce taux cache cependant des disparités entre les familles et entre les zones pauvres et riches. Au Sénégal, les femmes participent faiblement aux instances de décisions et disposent d'un pouvoir économique restreint les disposant à une dépendance économique certaine. Par ailleurs, le travail des femmes (pour celles qui l'exercent dans le secteur informel) demeure une activité souvent méconnue des instances officielles. Les femmes, analphabètes pour la plupart, ignorent tout de leurs droits. Les pratiques socioculturelles et religieuses les installent dans une situation de dépendance et de soumission vis-à-vis des hommes. Cette situation relève d'une véritable discrimination basée sur le sexe avec comme corollaire toute une panoplie de violences exercées sur elles.

Environnement

L'État de l'environnement de la ville de Dakar est aujourd'hui caractérisé par une pollution des eaux marines (Baie de Hann en particulier), de l'air, due particulièrement aux dysfonctionnements dans les transports urbains, par la disparition progressive des espaces verts en ville, et l'amplification des risques industriels.



ADMINISTRATION

La ville de Dakar constitue pour la région, un cadre politique et économique important du fait qu'elle regroupe l'essentiel des services administratifs et les sièges des institutions nationales et internationales. La forte concentration économique et démographique en fait un important cadre d'échanges et d'affaires. Elle constitue également un important creuset culturel et humain.

Cependant, après la communalisation intégrale de la région de Dakar par la loi N° 64.02 du 19 janvier 1964, la loi du 18 février 1983 réorganisa la région de Dakar en créant trois départements: Dakar, Pikine et Rufisque. Cette loi institua dans le même temps la communauté urbaine de Dakar (CUD), chargée d'assurer la gestion de certains services publics relevant des trois communes. La CUD a été dissoute en 2000 par les nouvelles autorités qui prévoient en lieu et place une communauté de commune, mais qui n'a toujours pas vu le jour.

Aujourd'hui, la région de Dakar concentre plus de 46% des fonctionnaires sénégalais, 97% des salariés du commerce et des transports, 96% des employés de banques, 95% des entreprises industrielles et commerciales et 87% des emplois permanents. La loi 96 – 06 du 22 mars 1996 subdivise la région en six communes, quarante trois communes d'arrondissement (CA), deux communautés rurales et quatre départements. Chaque CA est gérée par une mairie d'arrondissement.

L'alinéa 4 de l'article 77 des collectivités locales stipule que «la commune d'arrondissement est dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière.» Il résulte de ces dispositions que la commune d'arrondissement est une collectivité à part entière. Au regard de cette disposition, la CA doit pour exister, disposer de compétences propres et déterminées pour l'exercice desquelles des moyens sont mis à sa disposition et être assujettie à un contrôle organisé.

AMÉNAGEMENT URBAIN

La région de Dakar couvre une superficie de 550 km² avec une population estimée en 2002 à 2 267 356 habitants, son taux d'urbanisation s'élevait en 2004 à 96,6%. La même année, elle concentrait 23% de la population du pays sur 0,3% du territoire national, ce qui représente une densité de 4 145 hts/km².

Cet accroissement rapide de la population qui ne s'est malheureusement pas accompagné d'une croissance économique conséquente. La ville ne possède pas les possibilités d'accueil, tant en emplois qu'en logements. Cette croissance incontrôlée de la ville a donné naissance aux bidonvilles et à des taudis manquant de tout type d'infrastructures. Pratiquement tous les indicateurs (consommation d'eau, d'énergie, les transports, etc.) seront multipliés par deux, trois, voire quatre dans les décennies à venir, situant Dakar au cœur des problèmes de développement, d'environnement, de sécurité, de santé publique, etc. Elle est incontestablement le lieu où se concentre tous les potentiels mais aussi tous les risques.



Accès au logement

L'un des problèmes majeurs du secteur de l'habitat réside dans l'insuffisance de couverture des besoins en logement et en parcelles à Dakar. En dépit des actions menées par le privé et le gouvernement, cette situation est aggravée par des procédures longues, coûteuses et décourageantes liées au prix élevé des terrains et aux difficultés d'accès au crédit bancaire.

Cette situation est rendue plus difficile par l'augmentation très rapide d'une population qui double tous les 10 ans. L'urbanisation est une chaîne d'entraînements qui voit l'augmentation de la population induire une demande foncière plus forte. La prétention à un logement pour fixer des individus en nombre croissant, une fois satisfaite, entraîne à son tour l'extension et/ou la densification de la ville.

A ces facteurs démographiques, s'ajoute le problème lié à la spéculation rendant l'accès au logement encore plus difficile à Dakar du fait du prix du sol à l'achat mais aussi des locations.

Cette situation conduit certaines familles à s'entasser à plusieurs dans une même pièce et certains travailleurs de Dakar à chercher un logement dans les autres départements, voire les autres régions comme Thiès (72 km de Dakar). Elle a également contribué à la création de bidonvilles dans certains quartiers de Dakar comme Fass, Colobane, Grand Dakar, Khar Yalla, etc.

CONTEXTE MACRO-ÉCONOMIQUE

Dakar (région et ville) est incontestablement le moteur de l'économie sénégalaise. Dakar occupe une place charnière dans le secteur du commerce aussi bien sur le plan national qu'international. Le port autonome de Dakar, l'aéroport International, le centre international du commerce au Sénégal (CICES), le tourisme et ses grands marchés constituent des atouts pour le secteur.

Cependant, le Sénégal, à l'instar de plusieurs pays de la sous-région ouest-africaine, fait face à une crise économique et sociale particulièrement aiguë. Cette crise crée de multiples déséquilibres économiques et financiers et secoue fortement les fondements de la société surtout dans les zones urbaines. La mise en œuvre de diverses politiques d'ajustement et de libéralisation économique a aggravé cette situation et fait apparaître de nouveaux problèmes. Il a par ailleurs révélé, avec plus d'acuité, les insuffisances et l'inadaptation du cadre de vie offert aux populations. L'État ne parvient pas à assurer son rôle dans divers domaines jugés essentiels comme l'éducation, la santé, l'accès à l'eau potable, le logement, la sécurité etc.



RÉPARTITION DES SECTEURS DE L'ÉCONOMIE

Le secteur primaire

L'agriculture à Dakar était particulièrement orientée vers la production maraîchère en raison de facteurs physiques et climatiques très favorables au développement de cette activité (sols hydromorphes, alluvionnaires, alizé maritime, nappe phréatique peu profonde). Mais avec l'explosion démographique et l'extension de l'habitat sur les surfaces agricoles, Dakar ne présente plus que quelques poches de cultures maraîchères. Par ailleurs, l'élevage de volailles et des petits ruminants est aussi pratiqué dans certaines zones de Dakar mais à des degrés moins importants.

Le secteur de la pêche est en revanche, l'un des secteurs clés de l'économie. Plus de 100 000 tonnes de poissons sont produites en moyenne chaque année dont 80% destinés à la production industrielle. Les résultats macroéconomiques affichés pour la pêche maritime apparaissent globalement positifs tant sur le plan économique que sur le plan de l'alimentation des populations et dans la promotion sociale (La pêche maritime totalise chaque année plus de 600 000 emplois directs et indirects dont les 2/3 dans la production et la transformation artisanale et plus de 80% évoluant au niveau de la pêche artisanale.)

Le secteur secondaire

L'industrie est incontestablement l'un des secteurs les plus actifs comme le montrent les différentes statistiques:

- 87% du nombre des entreprises industrielles
- 75% de leurs chiffres d'affaire
- 71% de leur valeur ajoutée
- 71% des effectifs.

L'artisanat est également en pleine évolution et totalise aujourd'hui dans la région de Dakar plus de 45 636 emplois (dont plus de 4760 femmes), et comptabilise 20705 unités de productions dont seules 1902 sont inscrites au répertoire de la chambre des métiers (Recensement national réalisé en 1992). Il constitue un secteur propice d'insertion socioéconomique des jeunes et surtout des migrants.

Le secteur tertiaire

Dakar dispose de l'essentiel des équipements marchands au détriment des autres départements de la région : 48% des marchés centraux, 89% des centres commerciaux et 96% des banques. Une étude réalisée dans le cadre du plan d'aménagement du territoire en 2002 montre que 75% des trajets intérieurs de marchandises ont pour origine ou pour destination Dakar. Sur le plan international, Dakar entretient des relations commerciales avec l'Afrique, l'Europe et l'Amérique.

Après la pêche, le tourisme constitue l'un des secteurs qui contribue de façon importante à l'économie nationale et locale. La région de Dakar détient 47% de la capacité d'accueil du tourisme international. Carrefour culturel et économique, Dakar accueille chaque année des milliers de touristes grâce à ses installations hôtelières, ses plages et surtout son accessibilité par toutes les voies (air, mer, terre).

Le secteur privé et informel

281 600 unités de production informelle (UPI) emploient 434 200 personnes dans les branches marchandes non agricoles. Selon la DPS, 42,4% des emplois du secteur informel sont occupés par les femmes, que l'on trouve concentrées dans les emplois les plus précaires, notamment parmi les travailleurs à leur compte ou comme aides familiales. Si les UPI se concentrent dans les secteurs de circulation, notamment commerciaux, les activités de type industriel jouent un rôle non négligeable. Le commerce compte 46,5% des unités de production, l'industrie 30,6%, les services 21,3% et la pêche 1,6%.

Faut-il considérer cette réalité comme un pis-aller, une situation provisoire ? Ou au contraire, devons nous prendre en compte le secteur informel comme un secteur économique à part entière, apportant sa contribution au développement durable des économies locales et nationales ? Une analyse attentive des données ci-dessus nous amène à remettre en cause bien des idées reçues:

- Alors que ce secteur est habituellement considéré comme un secteur de petits services, il comprend à Dakar une composante manufacturière.
- Les revenus qu'il distribue sont dans l'ensemble plus conséquents qu'on ne pourrait le supposer.

S'il est vrai qu'une partie du secteur informel se caractérise par sa fonction de survie et joue un rôle d'amortisseur de la pauvreté et des conséquences sociales des programmes d'ajustement structurel (PAS), une autre composante, que certains qualifient d'activités «transitionnelles», est représentative d'une économie en évolution. Ces activités menées par des entrepreneurs ayant une certaine qualification, mobilisent un capital de départ significatif et jouent un rôle essentiel dans certains secteurs clés (le bâtiment, le transport, la transformation des produits locaux, etc.).



DÉMOGRAPHIE

La ville de Dakar est une conurbation qui s'est développée très rapidement passant de 374 000 habitants en 1961 à 955 897 habitants en 2002. Ce développement de la ville s'est effectué sous l'effet combiné du dynamisme de la croissance naturelle de sa population, de son rôle de principal carrefour économique et de zone d'accueil de migrants.

Plus de 54% des citoyens sénégalais vivent dans l'agglomération urbaine de Dakar qui est alimentée par une forte migration. La ville de Dakar couvre une superficie de 82,2 km² correspondant à celle du département soit 14,9% de la superficie régionale et se caractérise par un profil démographique pouvant se résumer comme suit:

- Une croissance de la population de l'ordre de 4%;
- Une forte densité de la population de l'ordre de 11 630 hts/km²;
- Une population très jeune, puisque 55% de la population est âgée de moins de 20 ans.



Source: Guide du Routard du Sénégal

CADRE INSTITUTIONNEL

Le conseil Municipal

Il est composé de 90 conseillers qui, élus au suffrage universel direct par délibération, sont en charge des affaires de la ville. Il est par ailleurs, associé aux travaux préparatoires de l'élaboration du plan régional de développement économique et social et peut intervenir sur toutes les questions d'intérêt économique et social.

Le bureau municipal

Il est composé du maire et de ses dix-neuf adjoints et est chargé d'arrêter l'ordre du jour des sessions du conseil municipal. Il se réunit parfois en formation élargie, accueillant les présidents de commission et les secrétaires élus à la table des débats.

Le secrétariat municipal

Il assure la liaison entre le maire, le conseil municipal et le représentant de l'État. A ce titre, il prépare les convocations du conseil municipal et du bureau municipal, rédige les procès verbaux et les projets de délibération, se charge de leur enregistrement conformément à la législation et à la réglementation en vigueur et enfin, en assure le suivi. Le secrétariat municipal comprend plusieurs services dont la direction de l'aménagement urbain.

Les autres acteurs institutionnels

- Au niveau central, le ministère de la décentralisation et des collectivités locales avec plusieurs directions dont celles des collectivités locales;
- Pratiquement tous les ministères sectoriels interviennent dans la gestion des collectivités en vertu des neuf domaines de compétences transférés par le code des collectivités locales;
- Les services déconcentrés de l'État;
- Les ONG d'appui et les bailleurs.

Il faut également noter la présence sur le terrain de plusieurs organisations communautaires de base (OCB).

CADRE LÉGAL

La loi fixant l'organisation administrative et financière de la commune d'arrondissement (CA) et ses rapports avec la ville offre l'apparence rassurante des textes sans équivoque. Pourtant, soumise à l'épreuve des faits, cette loi révèle des failles qu'on peut essentiellement situer au niveau des points relatifs à la gestion des marchés, à la situation du personnel des CA et à la dotation globale de la ville.

Conflits de compétence entre la ville et les communes d'arrondissement.

Le transfert des compétences à la ville et aux communes d'arrondissement en vertu de la loi 96 – 06 du 22 mars 1996 portant code des collectivités locales:

Les compétences transférées à la ville:

- Le vote et l'exécution du budget de la ville;
- la gestion des grands marchés et des grands travaux;
- le recrutement du personnel des services municipaux;
- la police municipale;
- la programmation du développement local et son harmonisation avec les orientations régionales et nationales;
- participation à la préparation du plan régional de développement économique et social;
- l'exploitation des services d'intérêt public à caractère industriel et commercial;
- la redistribution du fond de concours aux communes d'arrondissements.

Les compétences transférées à la commune d'arrondissement:

- la gestion des marchés de quartiers;
- les petits travaux d'assainissement et d'hygiène;
- la participation à la collecte des ordures ménagères;
- la surveillance et l'entretien courant du réseau d'éclairage public;
- le désensablement et l'entretien des rues, places et espaces vert;
- la participation à l'élaboration du plan de développement de la ville;
- la gestion de l'État civil;
- l'entretien des équipements scolaires, sanitaires et socioculturels;
- l'avis en matière d'urbanisme, d'éducation, de jeunesse, de sport et de santé;

PERFORMANCE ET RESPONSABILISATION

L'information et la communication constituent le complément indispensable à la bonne gestion d'une ville et dans le cas de Dakar, les insuffisances dans le domaine constituent un obstacle majeur à sa gouvernance urbaine. Le découpage de la ville en plusieurs communes d'arrondissement rend difficile la mise en place d'une stratégie efficace et commune ainsi que d'une bonne circulation de l'information. Une politique de communication et d'information auprès des populations, des techniciens etc., si elle est bien menée, permettra de mobiliser et de sensibiliser les citoyens aux questions de tolérance et du respect de la diversité culturelle, de faire évoluer les comportements vers davantage de civisme, et de motiver les populations à participer au développement de la cité.

Rares sont les communes d'arrondissement qui, avec l'appui des partenaires, font l'effort de mettre en place les cadres d'échanges et d'information entre les autorités municipales et les populations. Même si ces cadres existent, leur animation et leur fonctionnement posent souvent problème. Ce qui limite considérablement la participation des citoyens au débat sur le développement de la ville. Ceux-ci ignorent jusqu'aux services fournis par les services municipaux.

C'est pour combler ce vide que la ville de Dakar vient de créer en octobre 2004, la Radio Municipale de Dakar (RMD), une radio de proximité dont les objectifs majeurs sont:

- Promouvoir et expliquer la décentralisation.
- Servir de cadre d'information et de communication entre tous les acteurs de la décentralisation.
- Permettre aux populations d'interpeller directement les élus.
- Informer les citoyens sur leurs droits et leurs devoirs.
- Motiver ceux-ci à davantage d'engagement civique et citoyen.



RENFORCEMENT DES CAPACITÉS HUMAINES ET FINANCIÈRES

La nouvelle réforme de la décentralisation engagée depuis 1996 et mise en œuvre le 1^{er} janvier 1997, consacrant les communes d'arrondissement, a procédé à une amputation des ressources financières de la ville au profit des communes d'arrondissement. C'est ce qui apparaît dans le tableau ci-dessous où de 1997 à 1999, le budget a connu une baisse sensible. A la fin de la gestion 1996, les recettes de la ville se sont considérablement réduites, et les taxes municipales dévolues à la ville ont été restreintes. Cette réforme qui accorde une plus grande responsabilité aux collectivités locales, manifeste l'engagement pris par l'État, à privilégier la gestion de proximité afin d'assurer une meilleure prise en charge des besoins des populations.

L'essentiel des recettes de la ville provient des produits domaniaux, notamment de la location de souks, des droits de marché, de la location des propriétés communales, des recettes provenant du stationnement urbain etc. Il est heureux de noter qu'entre 1999 et 2000, le budget de la ville a connu une augmentation notable, de l'ordre de 9,49%. La tendance s'est poursuivie de 2000 à 2005 où le budget a connu une augmentation de plus de 100% passant de 10 936 436 982 à 24 821 000 F CFA. Une telle augmentation s'explique par une meilleure organisation des services de recouvrement (recrutement des agents et mise à leur disposition des moyens de transports adéquats).

La capacité financière de la ville de Dakar est de loin supérieure à celle des autres communes de la région. Mais ses besoins en matière d'investissement sont aussi nettement plus importants. En effet, l'investissement, correspondant à 16% du budget, ne couvre que 50% des besoins de la ville. Ses dépenses restent dominées par les frais de fonctionnement courant qui représentent à eux-seuls, plus de 80% du budget. De 1996 à 1999, 46,6% des dépenses d'investissement ont été consacrées à l'aménagement urbain, contre 54% sur la période allant de 1987 à 1996. Les dépenses d'administration ont progressé de 10%, il en est de même des dépenses liées à la santé et à l'éducation, qui ont connu des progressions respectives de 2 et 7%.

ÉVOLUTION BUDGÉTAIRE DE LA VILLE DE DAKAR DE 1996 À 2005

Année	Budget en FCFA
1996	11 775 013 775
1997	9 656 850 291
1998	9 942 577 314
1999	9 851 936 542
2000	10 936 436 982
2001	12 559 559 982
2002	12 550 000 000
2003	16 870 011 399
2004	21 581 635 304
2005	24 821 000 000

Source : Bureau budget - ville de Dakar, janvier 2005

La ville de Dakar a mis en place une stratégie en matière de mobilisation des recettes qui est essentiellement axée sur une meilleure maîtrise des impôts locaux et des taxes et redevances municipales, en créant la division des recettes municipales, structure dont l'objectif essentiel est d'assurer une amélioration substantielle des ressources financières locales. Nous l'avons vu, ces dispositions ont porté leur fruit, pourtant, la mobilisation des ressources financières bute toujours sur les difficultés et contraintes suivantes:

- L'absence totale de toute implication du maire et de ses services dans le processus d'émission et de recouvrement des impôts locaux qui représentent plus de 90% des ressources ordinaires. Il résulte de cette situation des cas de sous estimation dans la détermination de l'assiette et de la liquidation des impôts locaux;
- L'absence de mise à jour du fichier des contribuables;
- Le manque et l'insuffisance des moyens logistiques, financiers et humains pour le recensement exhaustif et le recouvrement de certaines taxes, redevances et impôts;
- La prédominance des dépenses de fonctionnement sur celles relatives aux investissements.

RÉPARTITION DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DE 1996 À 1999

Nature investissement	Montants	Pourcentage
Administration	674 044 278	15,14%
Aménagement urbain	2 074 759 067	46,61%
Santé	682 096 595	15,32%
Éducation	987 460 672	22,18%

Source: République du Sénégal. Forum sur la gouvernance en Afrique

LES BUDGETS DE LA VILLE DE DAKAR ET DES AUTRES VILLES DE LA RÉGION DE 1999 À 2000 ET LEUR TAUX D'ACCROISSEMENT RESPECTIF

Ville	Budget 1999	Budget 2000	Taux d'accroissement
Dakar	9 942 577 314	10 936 436 982	9,49%
Pikine	2 472 500 000	2 245 000 000	-9,20%
Guédiawaye	718 000 000	912 537 377	27,09%
Rufisque	1 942 017 000	2 039 117 850	5%
Bargny	275 760 071	282 325 958	2,38%

Source: Gouvernance locale et réduction de la pauvreté: cas du Sénégal. 2002

PRIORITÉS

- Forum public annuel sur le budget;
- Système d'information citoyenne;
- Renforcement des capacités des élus sur l'exercice du pouvoir: organe de délibération, gestion de projets, communication et négociation;
- Gestion des conflits, sécurité urbaine.

GOUVERNANCE
N° 1

Projet proposé

Forum public annuel sur le budget

GOUVERNANCE
N° 2

Projet proposé

Système d'information citoyenne

GOUVERNANCE
N° 3

Projet proposé

Renforcement des capacités des élus sur l'exercice du pouvoir: organe de délibération; planification, gestion de projet, communication et négociation, gestion des conflits, sécurité urbaine

CADRE INSTITUTIONNEL

Dans la mise en œuvre de la politique de l'habitat plusieurs ministères interviennent par le truchement de leurs directions techniques parmi lesquelles:

- La direction de l'aménagement du territoire.
- La direction de l'urbanisme et de l'architecture.
- La direction des espaces-verts urbains.
- La direction de la construction et de l'habitat.
- La direction des études et de la programmation.
- La direction des travaux publics.
- La direction de l'hydraulique et de l'assainissement.

Naturellement la liste de ces services techniques de l'État n'est pas exhaustive puisque la production d'un cadre bâti passe nécessairement par des actions concertées de l'ensemble des départements ministériels.

Un certain nombre d'institutions publiques, parapubliques et privées interviennent dans le secteur de l'habitat, on peut citer, entre autres:

- La Société Immobilière du Cap Vert (SICAP);
- La Société Nationale des Habitations à Loyer Modéré (SNHLM);
- La Direction des parcelles assainies de la SNHLM;
- La Société d'aménagement des terrains urbains (SCAT-URBAM);
- Le Bureau d'assistance aux collectivités pour l'habitat social (BAHSO) qui apporte une assistance technique aux coopératives d'habitat.

Il faut aussi signaler l'existence d'une brigade des contrôles des sols qui a été créée par le ministère de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire pour contrôler les occupations illégales. Elle est sous la direction de la gendarmerie nationale.

La 3ème catégorie d'acteurs est constituée par les populations, à travers les coopératives d'habitat (regroupements sociaux ou professionnels qui reçoivent des logements clés en main ou des parcelles) et les initiatives personnelles (l'autoconstruction).

CADRE LÉGAL

Pendant des dizaines d'années, la pratique consistait, chaque fois que le besoin se présentait, d'expulser les habitants qui occupaient illégalement les terrains communaux pour y construire des habitations planifiées. Ces expulsions forcées étaient parfois accompagnées d'opérations de relogement dans des zones préalablement aménagées. Le caractère abusif de ces politiques ont cependant permis à la ville de Dakar de se moderniser (Fithmith, Baye Gaïndé, Angle Mousse, Kib-Koko, etc.). Mais prenant conscience de l'aspect immoral de telles pratiques, l'État du Sénégal, appuyé par la coopération allemande, s'est orienté en 1985 vers la régularisation de ces occupations informelles.

L'État a également favorisé (par la loi 95-11 du 7 avril 1995) l'émergence d'un organisme privé d'utilité publique, la fondation droit à la ville (FDV) qui intervient comme maître d'ouvrage délégué dans les opérations de restructuration et de régularisation foncière de l'habitat spontané pour l'État et les collectivités locales.

Le secteur de l'urbanisme et de l'habitat, au Sénégal, est régi par la loi 88-05 du 20 juin 1988 portant sur le code de l'urbanisme. Ce code traite dans sa partie législative des conditions d'élaboration et d'approbation des plans cadres d'urbanisme, et dans sa partie réglementaire, des autorisations de lotir et du contrôle des constructions.

En plus du code de l'urbanisme et des documents de planification susmentionnés, il y a les lois et décrets suivants qui adressent aussi les questions liées à l'habitat:

- La loi N° 64-46 du 1er juin 1964 relative au domaine national indique que la totalité des terres qui n'ont pu être immatriculées au profit des privés et celles n'ayant pas été classées dans le domaine de l'État, sont de fait intégrées au domaine national.
- Le décret 78-599 du 17 juin 1978 établit les villages traditionnels en zone spéciale d'aménagement foncier et stipule:
 - * L'immatriculation obligatoire au nom de l'État, des terrains du domaine national dans ces zones.
 - * L'obligation d'opérer l'alignement, la normalisation des limites, la modification et le recensement des propriétés et l'abandon de surface si cela est nécessaire.
- Le décret 91-748 du 29 juillet 1991 porte sur l'organisation et l'exécution des projets de restructuration et de régularisation foncière des quartiers non lotis.
- La loi N° 96-06 du 22 mars 1996 portant sur le code des collectivités locales, définit le régime de compétence de la commune (qui est identique à celui de la région) lui permettant d'assurer à l'ensemble de la population, sans discrimination, les meilleures conditions de vie possible.
- Le décret 96-1138 du 27 décembre portant sur l'application de la loi de transfert de compétence en matière d'urbanisme et d'habitat stipule que la commune est compétente pour:
 - * L'élaboration des Plans directeurs d'urbanisme (PDU), des Schémas directeur d'aménagement urbain (SDAU), des plans d'urbanisme de détail des zones d'aménagement concertées, des rénovations urbaines et de remembrement.
 - * L'extension ou la restructuration des lotissements, la délivrance du permis de construire, des certificats d'urbanisme et des permis de démolir.
 - * La délivrance de permis de clôturer, de permis d'abattre les arbres.
- Le nouveau code de l'environnement (loi N° 2001-01 du 15 janvier 2001) en son article L 29, stipule que les permis de construire relatifs aux projets de lotissement sont soumis au visa du ministre de l'environnement et doivent respecter les préoccupations environnementales.

Les lois sur le domaine national et le domaine public et privé de l'État auraient dû clarifier le régime foncier au Sénégal. Mais en raison des traditions coutumières, des pressions politiques et faute de pouvoir mettre fin à l'occupation illégale des sols, le marché foncier n'est pas bien maîtrisé.

D'après la loi, seuls les titres enregistrés dans le livre foncier ont valeur légale. Ceci vaut aussi bien pour la propriété privée que pour la propriété publique (domaine public et privé de l'État). Seul 1% des sols est pourvu d'un titre légal. Le reste appartient au domaine national qui est inaliénable, à moins d'engager une procédure longue et compliquée dont la première étape, obligatoire, consiste à établir le titre au nom de l'État. Démarche qui s'avère être inutile puisque les tribunaux reconnaissent aux personnes occupant illégalement le domaine national, le droit d'être dédommagés. De plus, la pression de la demande est telle que l'État lui-même reconnaît que des actes administratifs comme les baux emphytéotiques, les permis d'occupations et les certificats administratifs sont des titres valables même pour des parcelles non enregistrées.

Ceci dit, pour réaliser ses programmes de logement publics, l'État recourt au droit de préemption et à l'expropriation, mais le manque de moyen empêche souvent la procédure d'aboutir, ce qui débouche sur des situations foncières très confuses. Toutes les procédures juridiques enregistrent d'énormes retards pour les mêmes raisons (insuffisances au niveau logistique, des ressources humaines...).

Type d'habitat et régime foncier L'habitat de type planifié correspond aux zones d'habitations où les normes urbanistiques ont été respectées. Cette zone regroupe les quartiers du Plateau, de Mermoz, du Point E, des Almadies, de Hann Maristes, etc. Ces quartiers sont le fruit des programmes de logement réalisés par les sociétés publiques, parapubliques et privées (SNHLM, SICAP, HAMO) et des coopératives d'habitat.

Selon le PDU, en 1980, dans l'ensemble de la région de Dakar, 57% des ménages se déclaraient propriétaires de leur logement, pour 38% de locataires et 5% d'hébergés. En 2001, la situation se présente différemment. En effet les enquêtes réalisées dans le cadre de la réactualisation du PDU, font ressortir que 81% des résidents de la région sont propriétaires, contre 17% de locataires et 2% d'hébergés.

L'absence de programme de construction de logements réellement sociaux et de filière souple d'aide à la construction pour les bas revenus, amène les habitants à entreprendre des initiatives individuelles en devenant leur propre promoteur. Ils financent et dirigent eux-mêmes l'opération de construction. La construction en dur reste pour la plupart des familles l'objectif de toute une vie, en tant que matérialisation de cette insertion tant souhaitée et constitution d'un patrimoine transmissible. Mais elle se fait dans des sites très difficiles d'accès, très enclavés par rapport aux services que peut fournir la ville et sont donc dépourvus des équipements urbains les plus élémentaires.

L'habitat de type villageois. On parle ici des villages traditionnels de pêcheurs de Hann, Ngor, Yoff, Ouakam Camberène, disséminés le long de la presqu'île, où les habitants ont toujours fait prévaloir un droit coutumier sur la terre. Le sol appartient à l'ensemble de la collectivité lébou qui redistribue aux familles des lots qu'elles revendiquent comme leur bien propre, comme leur « propriété ». L'occupation et la répartition des sols se sont fait de manière anarchique. Ce type d'habitat constitue 7,97% dans la ville de Dakar.

L'habitat spontané irrégulier correspond aux quartiers de Grand Médine, une partie de Fass Delorme, etc. Ces quartiers sont la résultante de la migration rurale. L'occupation de cet espace s'est faite de façon anarchique, sans titre foncier ni rétribution financière d'où le nom qui leur est attribué de « quartiers flottants ». Les rues y sont très étroites, sablonneuses et difficiles d'accès pour les véhicules motorisés.

L'habitat spontané régulier se concentre dans les quartiers de la Médina, Gueule Tapée, Grand Dakar, Colobane et Parcelles Assainies. L'habitat dans ces quartiers est réalisé par auto-construction sur des lotissements approuvés. Ils bénéficient d'une bonne desserte en équipements et en infrastructures urbains.

L'habitat spontané, tel que le conçoit le plan directeur d'urbanisme (PDU) de Dakar, s'étend aux quartiers d'habitation régulière et irrégulière et aux quartiers de type villageois. Il s'agit d'un habitat d'émanation populaire le plus souvent édifié en dehors des normes fixées par la politique de planification urbaine.

PRIORITÉS

- **Restructuration de l'habitat irrégulier;**
- **Rénovation urbaine;**
- **Percée de voies.**

BIDON-VILLES N° 1	Projet proposé
	Restructuration de l'habitat irrégulier
BIDON-VILLES N° 2	Projet proposé
	Rénovation urbaine
BIDON-VILLES N° 3	Projet proposé
	Percée de voies

ÉMANCIPATION

Outre les discriminations qui résultent de dispositions légales et réglementaires, les femmes sont victimes d'inégalité en raison du rôle qui leur est dévolu par la société. Ces inégalités sont manifestes dans:

L'accès à l'éducation

Entre 1998 et 1999, le taux brut de scolarisation des filles atteint 85,3% contre 94,7% pour les garçons. Ce taux cache cependant des disparités entre les familles et entre les zones pauvres et riches. L'enquête IFAN-ORSTOM réalisé en 2000 révèle qu'à Dakar les femmes d'âge actif non scolarisées représentent plus de 41% de la population féminine. Le pourcentage des femmes ne sachant ni lire ni écrire, constitue une contrainte majeure pour les programmes relatifs à la santé de la mère et de l'enfant. Les résultats de l'Enquête démographique et de santé (EDS) de 1993 montrent en effet que le nombre d'enfants courant le risque de décéder avant l'âge de cinq ans est trois fois plus élevé chez ceux dont la mère n'a pas été scolarisée que chez ceux dont la mère à un niveau de scolarisation secondaire.

L'accès aux ressources

La loi sur le domaine national de 1964 qui établit l'égalité d'accès à la terre pour ceux qui la mettent en valeur et la loi de 1996 qui renforce le pouvoir des collectivités locales n'ont malheureusement pas pris en compte le statut particulier des femmes qui selon le droit ne peuvent accéder ni à la propriété, ni au contrôle de la législation foncière. Il faut cependant saluer les dispositions de l'article 15 de la constitution qui affirment que le droit de propriété de la terre est désormais garantie aussi bien à l'homme qu'à la femme. Les restrictions coutumières à l'accès des femmes à la terre sont désormais interdites.

L'accès au crédit

Les textes qui régissent les banques et les institutions spéciales de crédit n'établissent pas de discrimination à l'égard des femmes. Pourtant elles bénéficient peu du financement en raison de la faiblesse de leurs revenus (insuffisance de l'apport personnel exigé), du manque de garantie (titre foncier, biens, etc.)

La vie politique

Dans les collectivités locales sénégalaises, l'inégalité entre hommes et femmes persiste dans la vie publique et dans les instances décisionnelles. Les femmes sont en effet sous-représentées dans les assemblées locales. A Dakar, on compte 22 femmes conseillères sur 90 et 3 femmes maires de communes d'arrondissement sur 19. Les femmes sont donc, dans la vie politique sous-représentées alors qu'elles constituent la frange la plus importante de l'électorat (plus de 50%). Pour ce qui est de la défense de la place des femmes en politique, certes il existe des organisations comme Siggil jigenn, COSEF, le RADI, Enda Tiers Monde 3D etc., qui luttent pour leur inscription massive sur les listes électorales et la prise en compte de leur influence. Mais ces organisations travaillent essentiellement sur un plan pédagogique et formatif, peu au niveau politique.

LA VIOLENCE À L'ENCONTRE DES FEMMES

Chaque année des centaines de personnes subissent de graves atteintes physiques, psychologiques, morales et matérielles. Le phénomène de violence au Sénégal n'est l'apanage d'aucun sexe mais il faut cependant reconnaître que les femmes apparaissent comme des victimes désignées de violence de toutes natures notamment due à «leur morphologie et aux réalités socioéconomiques et culturelles». Cette violence revêt plusieurs formes:

- Ce sont les violences physiques avec les coups et blessures volontaires parfois suivis de mort.
- Violences sexuelles: viol dans le couple ou en dehors, attentats à la pudeur, inceste.
- Violences psychologiques: menaces verbales, injures, humiliation, privation des ressources.
- Violences économiques par abandon familial.
- Pratiques traditionnelles comme les mutilations génitales féminines, les mariages précoces, le lévirat, le sororat et le mariage forcé.
- Le harcèlement sexuel exercé sur le lieu du travail.

Une autre violence à l'encontre des femmes est la lenteur des procédures judiciaires de divorce lorsque la demande émane d'une femme. On a le sentiment que pour les interlocuteurs (juges), la décision de la femme à demander le divorce n'est jamais suffisamment réfléchie, mais relèverait d'une nature impulsive, infantile, presque immature, que les lenteurs procédurières permettraient de tempérer et même de résorber, annihilant par la même occasion une fragile détermination féminine souvent durement étiquetée d'ailleurs de féministes.

CADRE INSTITUTIONNEL ET ÉLABORATION DES POLITIQUES

Le code de la famille en son article 152 confère au mari le statut de chef de famille, une position qui lui reconnaît tous les pouvoirs sur sa famille. Par conséquent, la puissance paternelle lui est attribuée par l'article 277 du code de la famille; ce qui lui assigne l'entière responsabilité concernant l'éducation des enfants. Ces deux articles sont en totale contradiction avec la convention des Nations Unies pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, ratifiée par le Sénégal.

Le cadre politique et juridique demeure donc encore peu favorable au changement souhaité. La faute aux politiques qui n'ont pas intégré la notion de genre, à certaines lois discriminatoires à l'égard de la femme et à la non-application des lois qui favorisent l'émancipation des femmes.

Le code des collectivités locales par lequel l'État a transféré certaines de ses compétences, n'a pas réglementé la question d'équité entre les sexes alors que par ailleurs, la parité hommes/femmes est rendue obligatoire dans tous les secteurs de la vie. A cette absence de réglementation tant étatique que locale s'ajoute le fait que les élus locaux ignorent l'approche genre ou seulement, lorsque cela sert leurs intérêts politiques.

Les projets de développement obligent les élus locaux à :

- Promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes pour l'accès et le contrôle des moyens de production;
- A accroître la participation des femmes aux processus de décision et de formulation des politiques à tous les niveaux;
- A réduire la charge de travail des femmes et à offrir davantage de possibilités d'emploi rémunéré;
- A éliminer les inégalités concernant l'accès à l'éducation;
- A punir sévèrement la violence à l'égard des femmes.
- A réduire la disparité entre les hommes et les femmes dans le domaine de la gestion des ressources naturelles.

SENSIBILISATION, AUTONOMISATION ET RESPONSABILISATION

Malgré leur évidente volonté d'instaurer l'égalité de genre, l'État et les collectivités locales ne prennent pas toutes les mesures appropriées pour atteindre cet objectif. On peut surtout expliquer la responsabilité de la ville dans la perpétuation des inégalités de genre par le fait qu'il n'existe pas pour le moment une politique élaborée dans ce cas et que les moyens aussi font défaut face à l'ampleur de la situation. Toutefois, des efforts louables sont enregistrés ces dernières années. On peut noter entre autres :

- L'augmentation de l'appui financier aux groupements de promotion féminine;
- La faveur accordée aux femmes dans les emplois temporaires.
- Les bourses d'étude et d'excellence accordées aux filles dans certains établissements;
- L'appui au projet SCOFI;
- La mise en place du crédit municipal qui encourage surtout les femmes à épargner;
- L'appui pour la mise en place du G5 qui est une fédération des organisations féminines travaillant pour la promotion des droits et le renforcement des pouvoirs des femmes.

Le G5 a par ailleurs, mené une "campagne citoyenne" pour l'inscription massive des femmes sur les listes de candidature aux élections. Il a eu à organiser avant les élections locales, des forums avec la participation de tous les acteurs de la vie publique, les partis politiques, les mouvements de femmes, sur la confection des listes et l'élaboration des programmes de campagne.

VIH/ SIDA

Même si le taux de prévalence du Sénégal reste encore très faible par rapport à la moyenne de la sous-région ouest africaine, la pandémie du Sida gagne du terrain chez les femmes. Ces dernières constituent 57% des personnes atteintes par l'infection du VIH/Sida. En quinze ans, le nombre de femmes contaminées a quadruplé alors que la progression de la maladie chez les hommes durant cette même période n'a fait que doubler. Une importante proportion de cette population féminine contaminée, a été victime de violences.

Les violences exercées sur les femmes sont à la fois une cause et une conséquence du taux croissant de l'infection par le virus du Sida; une cause parce que les viols et les agressions sexuels représentent les principaux facteurs de risque pour la transmission du Sida. Elles sont une conséquence en ce sens que les études démontrent que les femmes séropositives sont davantage exposées à toute sorte de violence, à la discrimination et à la stigmatisation. Dans certains milieux en effet, l'impossibilité pour la femme de dire non est un vecteur de transmission de la maladie.

PRIORITÉS

- **Formation en approche genre;**
- **Sensibilisation sur le genre.**

ÉQUITÉ ENTRE LES SEXES N° 1	Projet proposé
	Formation en approche genre
ÉQUITÉ ENTRE LES SEXES N° 2	Projet proposé
	Sensibilisation en approche genre

ACCÈS À L'EAU POTABLE

Le réseau est long de 1 457 km, il s'est développé d'une façon plus ou moins rationnelle pour répondre aux besoins d'une urbanisation galopante. Cependant, les plans fournis par la SDE, n'indiquent qu'un réseau long de 729 km environ. Certains tronçons sont vétustes, les coupures d'eau ou baisses de pressions sont provoquées par l'insuffisance des ressources en eau et la faible capacité des réservoirs. A cela s'ajoutent des perturbations engendrées par des casses de conduites ou des fuites d'eau importantes.

Les modes d'alimentation en eau potable de la ville de Dakar se font par branchements individuels (58 329 abonnés) et par bornes fontaines (351 en état de fonctionnement.). Il est à noter que la gestion des bornes fontaines est privée. Selon les statistiques, l'accès à l'eau potable dans la ville de Dakar avoisine un taux de 96%. Mais il faut noter que ce taux cache des disparités entre les communes d'arrondissement et entre les quartiers. Pour certaines d'entre-elles, l'eau potable n'est pas transportée dans de bonnes conditions, elle perd sa potabilité, ce qui expose les populations de certaines zones aux maladies hydriques.

ASSAINISSEMENT

Certains quartiers sont envahis par les eaux usées, d'autres sont régulièrement inondés pendant l'hivernage. Une enquête réalisée en 2004 par la direction de l'assainissement révèle que 13% seulement des ménages ont accès au réseau d'assainissement et 14 % des eaux usées seulement sont traitées dans une station d'épuration, tandis que les 86% restants sont rejetées sans traitement à la mer.

Le réseau souffre dans son ensemble d'un défaut d'entretien régulier. Il est en permanence obstrué par les ordures et des objets solides rendant ainsi difficile l'écoulement des effluents vers les exutoires. Ces effluents vont alors s'épandre hors des réseaux et polluer le milieu naturel.



NIVEAU DE CONSOMMATION (L/JOUR/HABITANT) D'EAU SUIVANT LES TYPES D'HABITA

Village	Spontané irrégulier	Spontané régulier	Planifié	Grande maison séparée	Immeuble
38	39	54	86	133	156
25	26	41	62	104	118

Les chiffres en caractères gras représentent la consommation d'eau pendant l'hivernage et ceux en italique représentent la consommation en saison sèche.

Source: BETURE – SET/SONED-AFRIQUE

DÉCHETS SOLIDES

La gestion des ordures ménagères sur le territoire régional est confiée à deux structures: l'agence pour la propriété de Dakar (APRODAK) et les collectivités locales.

C'est la société concessionnaire «AMA» qui est chargé de la collecte et de la gestion des ordures dans la région de Dakar. En plus du système de collecte domiciliaire, il a mis en place la collecte par des moyens de conteneurs avec des fréquences de levées régulières (tous les deux jours.). Cette collecte groupée est surtout favorisée dans les zones où il existe des problèmes d'accès et où les containers sont posés sur les voies centrales.

Selon les statistiques de AMA, 1 250 tonnes d'ordures sont enlevées chaque jour dans la région de Dakar, 1 600 tonnes le lundi et plus de 2 000 tonnes le jour de la tabaski ou le lendemain des grandes fêtes.

Cependant, la société AMA rencontre d'énormes difficultés dans sa mission. Les causes en sont multiples:

- Le comportement des populations;
- L'inaccessibilité des certaines zones;
- L'insuffisance de poubelles (bien que l'État ait consenti pour ce secteur, un budget de cinq milliards de FCFA.).

Déchets biomédicaux

De nos jours, aucune gestion particulière n'est réservée aux déchets biomédicaux bien que les centres de santé, dispensaires, hôpitaux et cliniques en produisent quotidiennement des quantités importantes. Malgré le fait qu'ils constituent un grand danger sanitaire, les déchets biomédicaux sont évacués dans certains centres comme les ordures ménagères. Rares sont les déchets qui sont éliminés correctement. En 1996 la quantité des déchets biomédicaux était estimée à 29211 m³ par jour soit 7,3 tonnes par an.

Déchets industriels

La concentration des usines et des industries de transformation à Dakar et sa région ne fait qu'aggraver le problème de pollution environnementale et les risques liés à ces déchets.

Ces déchets aussi bien liquides que solides, sont en effet souvent déversés librement dans la nature, dans les cours d'eau, dans la mer ou dans les dépotoirs sans aucun traitement préalable. Les modes de transport



CIRCULATION URBAINE ET INFRASTRUCTURES ROUTIERES

Le transport urbain représente 7% du PIB du Sénégal et génère plus de 32 000 emplois. Il est cependant caractérisé par la faible organisation des professionnels, la vétusté des véhicules et la faible taille des entreprises. A Dakar, comme plusieurs capitales africaines, les entreprises privées du secteur informel ont peu à peu occupé l'espace laissé vacant par les entreprises structurées.

Dans le secteur formel, la société Dakar Dem Dikk (DDD), créée sur les cendres de la SOTRAC assure le transport urbain. Elle ne parvient pas à desservir tous les quartiers et ses 263 bus ne couvraient jusqu'à une date récente, que 25% des besoins. La situation s'est toutefois, considérablement améliorée depuis peu, avec l'acquisition de nouveaux bus et l'ouverture de lignes supplémentaires.

Les insuffisances de Dakar Dem Dikk sont cependant comblées par le secteur informel constitué des «cars rapides» dont le nombre était évalué à 3 000 en 2000. Considérés par la plupart des citoyens comme de véritables «facteurs d'accidents», ils sont néanmoins accueillis par d'autres comme la providence. Ils convoient en effet plus 875 000 personnes par jour et couvrent avec les taxis 60% des besoins (15% pour les «clando»: les taxis clandestins, improvisés.).

Le transport urbain à Dakar, se caractérise aussi par l'utilisation des charrettes et calèches dont le nombre est difficile à évaluer et qui servent essentiellement au transport de marchandises ou matériaux.

La voirie

La ville de Dakar est dotée d'un réseau composé de plus de 469,546 km de voies revêtues. Il est constitué de 127 km de voirie classée (27 %), 342,546 km de voirie communale et de voies non aménagées surtout dans les communes périphériques. La voirie classée est constituée de trente sept axes routiers convergeant principalement vers le complexe Plateau Médina. La voirie revêtue est dégradée à hauteur de 60 %.

La capacité de la voirie urbaine est insuffisante pour écouler la demande actuelle de trafic principalement orientée vers le centre-ville et les zones industrielles. Les principaux axes drainent quotidiennement 15 000 véhicules en moyenne, ce qui excède d'environ 50%, leur capacité pour que la circulation soit fluide. L'accroissement du nombre de véhicules privés que l'on évalue à plus de 8% par an, contribue sans cesse à aggraver une situation déjà désastreuse:

Accroissement de la congestion du trafic urbain

A cause du nombre important de véhicules à Dakar, on estime que plus de 200 000 heures ont été perdues chaque jour en 2000 dans les embouteillages, ce qui représenterait 4,6% du PNB du Sénégal. Les embouteillages ont fait chuter la vitesse des bus de 15km/h à moins de 10 km/h sur certaines routes (soit la moyenne des bicyclettes.).

Augmentation de la pollution atmosphérique et sonore

Le parc automobile de Dakar a émis en 2000 presque 4,5 millions de tonnes métriques de gaz carbonique (CO₂). En 2010, si rien ne change, il émettra à peu près 8,38 millions de tonnes métriques par an. 84% des véhicules sont des véhicules d'occasion importés d'Europe, l'âge moyen du parc est estimé à plus de 15 ans et 40% des véhicules fonctionnent au diesel.

Augmentation significative du nombre d'accident.



ÉNERGIE

L'alimentation en électricité de la ville est assurée par la SENELEC. Sa mission se résume à la production, au transport et à la distribution de l'énergie électrique à des coûts accessibles à la clientèle.



La région de Dakar regroupe 250 000 des 450 000 abonnés que compte le pays, soit une proportion d'environ 55% utilisant 65% de l'énergie électrique consommée au Sénégal.

La ville possède environ 687 km de voies éclairées sur une longueur totale de 765 km de ligne à basse tension (BT). La ville de Dakar paye aujourd'hui une facture mensuelle de plus de 80 millions de FCFA pour l'éclairage public. Il faut noter que la consommation d'électricité a toujours constitué un fardeau pour Dakar et pour l'ensemble des communes du Sénégal. C'est ainsi qu'un découvert de 500 millions de francs CFA avait été accordé à la ville en sus des règlements sur fonds propres, pour payer l'intégralité des arriérés sur l'éclairage public qui se chiffraient à plus de un milliard de francs CFA.

Des efforts d'amélioration ont été faits ces dernières années tant pour l'électrification publique que domestique. Mais il faut reconnaître qu'il existe encore des disparités entre les quartiers et les communes



SERVICES DE SANTÉ

La ville de Dakar concentre à elle seule 33% des hôpitaux et 50% des cliniques et cabinets privés. Elle compte cinq hôpitaux nationaux (Aristide Le Dantec, CHU de Fann, Albert Royer, l'hôpital Militaire IHO, Abass Ndao). On compte également à Dakar huit centres de santé, trente postes de santé et quatre districts sanitaires (Nord, Ouest, Sud et centre) qui sont sous la responsabilité de la ville et des communes d'arrondissement.

Les tarifs de consultations et d'hospitalisations dans ces centres se présentent comme suit:

Catégories de patient	Tarifs
Adulte	500 FCFA
Enfant	200 FCFA
Prénatale	200 FCFA
Accouchement	3000 FCFA
vaccination	100 FCFA

Source: Direction des Affaires Sociales et Sanitaires (DASS)

Ces tarifs considérés comme sociaux par la Direction des Affaires Sociales et Sanitaires (DASS) sont jugés chers par les populations demandant à la mairie de les revoir à la baisse.

Dans le privé, on compte 22 cliniques, 77 officines et 7 laboratoires d'analyses médicales dont l'institut Pasteur. Les deux hôpitaux privés sont parmi les plus importants de la région sur le plan de la capacité d'accueil et de la qualité du service. Il s'agit de l'Hôpital Principal et l'Hôpital Général de Grand Yoff. Le secteur privé participe de manière significative à la couverture sanitaire des populations mais le coût des prestations dépasse les capacités financières de la grande majorité des familles sénégalaise.

D'une manière générale, toutes ces structures hospitalières offrent des prestations dont les principaux bénéficiaires sont évidemment les habitants de la région de Dakar, mais également de l'ensemble du pays, et même au-delà des frontières nationales, desservant ainsi beaucoup de pays de la sous-région ouest africain.

ÉDUCATION

«L'éducation pour tous en 2015». Pari difficile mais réalisable. En décidant de consacrer 40% du budget national à partir de 2005 à l'éducation, le gouvernement du Sénégal veut à terme tenir ce pari. D'ailleurs des efforts ont été toujours faits avec l'appui des partenaires comme la JICA, l'UNICEF, le FED, Taiwan, Aide Action, etc. mais les disparités entre villes et communes d'arrondissement sont manifestes. Toujours dans le cadre des efforts au niveau de l'éducation, il faut inscrire l'élaboration et la mise en œuvre du programme décennal de l'éducation et de la formation (PDEF) avec des objectifs à court, moyen et long termes couvrant la période de 2001 à 2003. Entre autres objectifs le PDEF vise à l'horizon 2010:

- La scolarisation universelle.
- Une augmentation de 50% du taux de passage de l'enseignement élémentaire à l'enseignement général.

En dépit des discours tendant à présenter l'éducation comme un secteur hautement prioritaire, l'accès à l'école demeure un privilège réservé à une minorité d'enfants en âge d'être scolarisés. Le taux brut de 80% annoncé par les services concernés est inégalement réparti entre les communes d'arrondissement. L'analyse de la situation scolaire dans le cadre de ce processus ne concerne que les écoles préscolaires et élémentaires qui relèvent de la compétence de la ville et des communes d'arrondissement.

Vétustes et mal entretenues, beaucoup des écoles élémentaires sont par ailleurs confrontées à l'insuffisance des salles de classes (surcharge) et au manque de mobilier. Il faut toutefois reconnaître que Dakar a placé la mission éducative parmi ses grandes priorités. En plus de la prise en charge des infrastructures scolaires, de la masse salariale du personnel d'appoint, des factures d'eau et d'électricité, des bourses et aides scolaires, la ville parraine un certain nombre de manifestations culturelles et éducatives comme les jeux «gestü», le concours général, la semaine nationale de l'alphabétisation, les kermesses des écoles, des jumelages, etc.



LES TALIBÉS

Véritable fléau national, le phénomène des talibés n'a de cesse d'émouvoir la communauté nationale et internationale depuis des années. Les talibés sont des enfants généralement issus de familles musulmanes défavorisées qui les confient à un marabout qui, en échange de leur supposée instruction coranique, du couvert et du logis, leur demande de chercher l'aumône dans la rue quelques heures par semaine. La réalité est toute autre.

Certains marabouts accueillent plusieurs dizaines de très jeunes enfants, parfois à peine âgés de 4 ou 5 ans, les maltraitent, ne les soignent pas et les obligent à mendier 7 jours sur 7, durant toute la journée, voir même la nuit. Le résultat est effarant : des milliers d'enfants en haillons, mal nourris, sales, pied-nus, souvent malades qui courent les rues à la recherche des quelques pièces de monnaie exigées par le marabout. S'il ne remplit pas son contrat, l'enfant s'expose alors à des sévices corporels.

La ville de Dakar compte à elle seule plus de 150 000 enfants des rues, dont 50 000 à 100 000 s'adonnent quotidiennement la mendicité. En dix ans, le phénomène a quintuplé. Tous ces enfants ne sont pas sénégalais. 21% des enfants qui mendient à Dakar sont d'origine étrangère. Ils arrivent par trains entiers de la sous-région : Guinée, Guinée-Bissau, Burkina Faso, Gambie. Le train Bamako-Dakar regorge de ces enfants, déracinés, marginalisés, qui viennent grossir la foule d'enfants déjà présents. Livrés à eux-mêmes, ils s'adonnent à la petite délinquance et à la drogue - 31 % des enfants mendiants sont accrochés à la drogue.

Pourtant une loi de 1973 interdit formellement la mendicité au Sénégal. Dans les faits, la législation n'est pas appliquée. Une "journée du talibé" a été symboliquement décrétée en 1994, et dans le cadre du programme "Enfant en situation particulièrement difficile", l'UNICEF avait alloué une enveloppe de 3 millions de dollars dans les années quatre-vingt-dix. Le programme est arrêté depuis 1999. Dans les centres d'accueil dakarois les enfants affluent. Les structures sont pourtant nombreuses et les initiatives ne manquent pas mais leur nombre est difficile à évaluer et leur repère introuvable.

CADRE INSTITUTIONNEL

Aux termes du décret N° 96 – 1134 du 27 décembre 1996: «les collectivités locales veillent à la protection et à la gestion rationnelle des ressources naturelles et de l'environnement. Elles suscitent la participation de tous les acteurs dans le strict respect des principes, des orientations politiques, des options techniques et de la réglementation en vigueur».

L'article 31 de la loi 96-07 porte sur le transfert des compétences aux régions, aux communes et aux communautés rurales stipule en son article 31 relatif à la planification environnementale que «la commune élabore un plan communal d'action pour l'environnement, cadre de référence permettant l'intégration de la dimension environnementale dans le processus économique et social de la commune.» Ce plan constitue également un cadre stratégique de planification à l'intérieur duquel les projets soutenus par le conseil municipal s'organisent en programmes cohérents identifiés comme prioritaires au niveau communal.

Les compétences de la commune relatives à la gestion de l'environnement par rapport à cette loi touchent également la pollution des eaux, les déchets solides, l'exploitation des forêts, la protection de la faune.

Les acteurs du secteur de l'environnement

A côté des collectivités locales, nombreux sont les autres acteurs qui interviennent également dans la gestion de l'environnement, ce qui n'est pas sans poser des problèmes de coordination des actions entreprises, des chevauchements et des conflits de compétence comme susmentionné. Les principaux acteurs sont:

- Le Ministère de l'environnement;
- Le Ministère de la prévention, de l'hygiène et de l'assainissement;
- Ministère de l'hydraulique;
- Le Ministère de l'habitat;
- La SONEES;
- L'ONAS;
- Les ONG;
- Les OCB, etc.

Problèmes institutionnels

Le secteur de l'environnement est confronté aux contraintes suivantes:

- La multiplicité et le manque de coordination entre les acteurs qui interviennent dans la gestion de l'environnement créent souvent des situations de chevauchement;
- Manque de formation et de renforcement des capacités des élus par rapport à leur mission dans le cadre de la gestion environnementale;
- Manque de compétences en matière de gestion de l'environnement dans les communes d'arrondissement;
- La loi sur la décentralisation dans sa formulation, est inaccessible à la majorité des populations (le texte est rédigé en français);
- Manque d'outils et de moyens pour l'application effective de ladite loi;
- Insuffisance d'information, de sensibilisation et d'implication des populations dans la gestion de l'environnement.

CADRE LÉGAL ET ÉLABORATION DES POLITIQUES

Le code de l'environnement adopté en 2001 introduit de nouvelles dispositions relatives aux projets susceptibles d'entraîner des modifications sur l'environnement. C'est ainsi que pour créer une industrie, le promoteur doit être soumis à l'obligation de réaliser, à ses propres frais, une étude d'impact environnementale. Ainsi en son article L 48, le code dispose que désormais «tout projet de développement ou activité susceptible de porter atteinte à l'environnement, de même que les politiques, les plans, les programmes, les études régionales et sectorielles devront faire l'objet d'une évaluation environnementale». L'article 101 du Code prévoit même des sanctions pénales et une amende de 500 000 à 2 000 000 FCFA à appliquer pour toute personne ayant fait fonctionner une installation ou utilisé un objet mobilier en violation des dispositions de lutte contre la pollution.

Mais entre le texte et son application, le fossé est grand. La non-rétroactivité de certaines dispositions de ce code pose de sérieux problèmes quant à la pollution que produisent certaines industries très vétustes.



SENSIBILISATION ET RESPONSABILISATION

Les déchets solides

L'État a mis en place un budget annuel de cinq milliards (5 000 000 000 F CFA) pour la gestion des déchets solides urbains de Dakar. Le montant du contrat est de 420 millions par mois à décaisser par l'État dont 143 millions pour le traitement et 277 millions pour la collecte et le nettoyage.

Le système mis en place dans la région de Dakar a connu depuis mars 2002 un autre développement avec le découpage du territoire en 12 zones gérées chacune par une entreprise. La collecte porte à porte est le mode privilégié avec quelques points de collecte groupée où sont entreposés des conteneurs ou caisses de poly-bennes. Les déchets collectés sont encore acheminés à la décharge de Mbeubeuss dans l'attente de la réalisation de la nouvelle décharge contrôlée. A terme, le traitement sera effectué en sus de la mise en décharge contrôlée, par un processus de méthanisation.

La gestion des eaux usées

D'importants programmes de construction de vidoirs collectifs ont été réalisés à Dakar mais ces ouvrages sont généralement en mauvais état à cause du colmatage des grilles.

La plus importante station d'épuration des eaux usées est située à Dakar. La station d'épuration de Cambérène a une capacité de traitement de 100 000 équivalent-habitant, extensible jusqu'à 200 000 équivalent-habitant. La station est du type boues activées. Elle fonctionne normalement mais demeure sous-alimentée.

La gestion des déchets biomédicaux

Les déchets issus du système de santé ne sont pas adéquatement pris en charge par les structures sanitaires qui selon la réglementation ont la responsabilité de leur collecte, de leur transport et de leur élimination. Rares sont les structures de santé qui disposent d'incinérateurs adéquats (température élevée, système de traitement de la fumée et de la poussière) et la plupart de ces déchets dangereux finissent par emprunter la même filière que les ordures ménagères.

Les ressources végétales

Plusieurs plantations sont en développement le long des axes routiers où on assiste même à une meilleure protection des plants contre les animaux et une mise en place de systèmes d'arrosage. L'alternative que représente la réutilisation des eaux usées expérimentée dans l'agriculture urbaine n'est pas encore introduite pour l'arrosage des plantations et leurs apports éléments nutritifs.



PRIORITÉS

- Création d'une unité de traitement et de recyclage des déchets urbains;
- Renforcement des capacités en matière environnementale;
- Élaboration d'un Plan Stratégique de Développement Urbain (PSDU);
- Création d'une usine d'épuration des eaux usées.

ENVIRONNEMENT N°1	Projet proposé
	Renforcement des capacités en matière environnementale
ENVIRONNEMENT N°2	Projet proposé
	Élaboration d'un Plan Stratégique de Développement Urbain (PSDU)

Forces	Opportunités	Faiblesses	Menaces	Priorités
INFORMATION, COMMUNICATION ET TRANSPARENCE				
<ul style="list-style-type: none"> • Processus de décentralisation; • Existence des structures opérationnelles; • Existence des organisations de base; • Existence des institutions d'appui; • Possibilité de recours pour les citoyens; • Médias indépendants. 	<ul style="list-style-type: none"> • Existence des textes et des documents; • Institutions de formation; • Contrôle citoyen. 	<ul style="list-style-type: none"> • Formulation compliquée des textes de lois; • Insuffisance de formation et d'information des élus; • Discontinuité de l'administration locale • Imprécisions dans les textes de la décentralisation; • Manque de statut de l' élu. 	<ul style="list-style-type: none"> • Récupération politique; • Analphabétisme des élus; • Clientélisme politique. 	<ul style="list-style-type: none"> • Forum public annuel sur le budget; • Système d'information citoyenne; • Renforcement des capacités des élus sur l'exercice du pouvoir: organe de délibération, gestion de projets, communication et négociation; • Gestion des conflits, sécurité urbaine.

GOUVERNANCE N°1	Projet proposé
	Forum public annuel sur le budget

LOCALISATION: Ville de Dakar.

DUREE EN MOIS: 12 mois.

BÉNÉFICIAIRES: Élus, société civile, population.

PARTENAIRES DANS LA MISE EN ŒUVRE: Ville, OCB, ONG.

COÛT ESTIMÉ: US\$ 100 000.

SITUATION: L'implication de la population dans la gestion locale est un gage de bonne gouvernance et de responsabilité. Il se trouve que les populations sont de moins en moins associées aux décisions majeures concernant la cité. Le cas de l'élaboration du budget est un exemple patent. On ne recueille pas assez le point de vue des populations dans son élaboration.

OBJECTIFS: Informer, sensibiliser et impliquer les populations dans l'élaboration du budget. Accepter de partager le pouvoir de décision sur l'allocation des ressources. Fonder les rapports entre la ville et les populations sur une base de dialogue permanent.

PRINCIPAUX ATTENDUS: Les populations sont informées et impliquées dans l'élaboration du budget. Leur contribution est jugée satisfaisante. Les points de vue pertinents sont pris en compte. Les rapports entre la ville et les populations s'améliorent.

PRINCIPALES ACTIVITÉS: Information et sensibilisation. Élaboration participative du plan d'action. Forum.

COMMENT LE PROJET SERA MIS EN ŒUVRE: La ville de commun accord avec les organisations de base et la société civile définiront le cadre de sa mise en oeuvre



GOUVERNANCE	Projet proposé
N°2	Système d'information citoyenne

LOCALISATION: Ville de Dakar

DURÉE EN MOIS: 12 mois

BÉNÉFICIAIRES CIBLÉS: Populations.

PARTENAIRES DANS LA MISE EN ŒUVRE: État; ONG; OCB.

COÛT ESTIMÉ: US\$ 20 000 000.

OBJECTIFS: Mettre à la disposition de la population un système fiable d'information. Permettre à la population de découvrir les centres de décisions et d'État civil.

PRINCIPAUX RÉSULTATS ATTENDUS: La population est bien informée. La population comprend et découvre les centres locaux de décision et d'État civil.

SITUATION: Manque d'information et de communication
Faible connaissance des centres locaux de décision et d'État civil. Faible connaissance de la décentralisation et de ses avantages.

PRINCIPALES ACTIVITÉS: Information. Mise en place du système. Vulgarisation du système.

COMMENT LE PROJET SERA MIS EN ŒUVRE: La ville; les OCB et les ONG d'appui définiront les modalités de sa mise en oeuvre.

GOUVERNANCE	Projet proposé
N°3	Renforcement des capacités des élus sur l'exercice du pouvoir: organe de délibération, planification, gestion de projet, communication et négociation, gestion des conflits, sécurité urbaine

BÉNÉFICIAIRES CIBLÉS: Élus locaux.

PARTENAIRES DANS LA MISE EN ŒUVRE: Ministère de la décentralisation, Institutions d'appui aux communes et à la société civile, ONG.

COÛT ESTIMÉ: US\$ 30 000 000.

OBJECTIFS: Informer et sensibiliser les élus sur le projet. Mettre à leur disposition des outils efficace de gestion.

PRINCIPAUX RÉSULTATS ATTENDUS: Les élus sont informés, sensibilisés et formés. Ils ont à leur disposition des outils efficaces de gestion et s'en servent.

SITUATION: Les élus dont certains sont à leur premier mandat ne sont pas bien outillés pour développer de manière participative et transparente leur localité.

PRINCIPALES ACTIVITÉS: Information et sensibilisation des élus et des partenaires. Sessions pratique et théorique de formation. Suivi/Évaluation.

COMMENT LE PROJET SERA MIS EN ŒUVRE: Avec l'appui de la maison des élus locaux et des institutions d'appui à la décentralisation.

Forces	Opportunités	Faiblesses	Menaces	Priorités
STRATÉGIE POUR AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE DANS LES BIDONVILLES				
<ul style="list-style-type: none"> Existence des textes législatifs et réglementaires; Existence des ressources humaines qualifiées; Existence d'un PDU; Existence d'un cadre de concertation adaptée; Existence de communauté d'intérêts locaux; Existence des opérateurs privés. 	<ul style="list-style-type: none"> Importance du budget de la ville, alliance des villes, GTZ, etc.); Programmes multilatéraux (FORREF); Existence de la FDV; Présence de centres de décisions; Radio municipale; Existence de cellules villages traditionnels; Conventions et jumelages. 	<ul style="list-style-type: none"> inadéquation entre les textes existants et les nouveaux textes de la décentralisation; manque de formation des élus; déficit de communication; manque d'outils de gestion durable; problématique de villages traditionnels; insuffisance des équipements collectifs; coexistence de deux droits régissant le foncier; insuffisance des moyens financiers. 	<ul style="list-style-type: none"> Pauvreté; Pesanteurs socio-logiques; Clientélisme politique; Manque de réserves foncières. 	<ul style="list-style-type: none"> Restructuration de l'habitat irrégulier; Rénovation urbaine; Percée de voies.



BIDON- VILLES N°1	Projet proposé
	Restructuration de l'habitat irrégulier

LOCALISATION: Ouakam, Cambérène, Hann, Yoff, Ngor, Grand Médine.

DURÉE: 60 mois.

BÉNÉFICIAIRES CIBLÉS: Populations des quartiers concernés.

PARTENAIRES DANS LA MISE EN ŒUVRE: État, villes, bailleurs, populations, opérateurs privés, ONG.

COÛT ESTIMÉ: \$US 12 000 000.

SITUATION: La situation des zones d'habitat spontané est caractérisé par la promiscuité, l'accès difficile aux équipements de base et l'insécurité.

OBJECTIFS: Éradication de la pauvreté et amélioration du cadre de vie.

PRINCIPAUX RÉSULTATS ATTENDUS: Amélioration du cadre et des conditions de vie. Accès aux équipements sociaux de base

PRINCIPALES ACTIVITÉS : Information et sensibilisation des populations. Mise en place des cadres de concertation. Études et restructuration

COMMENT LE PROJET SERA MIS EN ŒUVRE: La ville (DAU) et le ministère de l'urbanisme seront chargés de coordonner la mise en oeuvre.

BIDON- VILLES N°2	Projet proposé
	Rénovation urbaine

LOCALISATION: Rebeuss, Cité cap verdienne, HLM Montagne.

DURÉE: 36 mois.

BÉNÉFICIAIRES CIBLÉS: Populations des zones concernées.

PARTENAIRES DANS LA MISE EN ŒUVRE: État; villes; bailleurs; populations; opérateurs privés et ONG.

COÛT ESTIMÉ: \$US 7 millions.

SITUATION: Ces anciens quartiers menacent de tomber en ruines et donnent une triste image de la ville de Dakar. Les ruelles sont étroites et ne permettent pas l'accès aux véhicules d'enlèvement des ordures ou des véhicules de sécurité (sapeurs pompiers, ambulance, etc.). Cette situation rend également difficile la mise en place des réseaux.

OBJECTIFS: Améliorer les conditions et le cadre de vie
Améliorer l'accès et la mobilité

PRINCIPAUX RÉSULTATS DU PROJET: Amélioration de l'accessibilité et de mise en place des réseaux; restauration de la zone et amélioration de l'habitat.

PRINCIPALES ACTIVITÉS DU PROJET: Information et sensibilisation des populations. Mise en place d'un cadre de concertation et de participation. Études, plans et rénovation.

COMMENT LE PROJET SERA MIS EN ŒUVRE: La ville (DAU) et le ministère de l'urbanisme coordonneront la mise en oeuvre.

BIDON- VILLES N°3	Projet proposé
	Percée de voies

LOCALISATION: Cambérène, Hann.

DURÉE: 24 mois.

BÉNÉFICIAIRES CIBLÉS: Populations.

PARTENAIRES DANS LA MISE EN ŒUVRE: État, bailleurs, ONG, population, communes.

COÛT ESTIMÉ: \$US 4 millions.

SITUATION: L'accessibilité difficile, insécurité.

OBJECTIFS: Permettre l'accessibilité du quartier et gérer rationnellement l'espace.

PRINCIPAUX RÉSULTATS ATTENDUS: Les voies sont tracées et la circulation est fluide.

PRINCIPALES ACTIVITÉS: Information et sensibilisation des populations; cadre de concertation et de participation; plans.

COMMENT LE PROJET SERA MIS EN ŒUVRE: Les communes et le ministère définiront sa mise en oeuvre.

Forces	Opportunités	Faiblesses	Menaces	Priorités
POLITIQUE POUR UNE MEILLEURE ÉQUITÉ ENTRE LES SEXES ET ENDIGUER LE VIH/SIDA				
<ul style="list-style-type: none"> • Existence de nombreux GPF dynamiques; • Crédit municipal; • Présence des femmes dans le conseil municipal; • Existence de plusieurs projets en faveur des femmes (PFSEP); • Dynamisme de l'entrepreneuriat féminin. 	<ul style="list-style-type: none"> • Intégration du genre dans les interventions des ONG d'appui; • Programme SCOFI. 	<ul style="list-style-type: none"> • Analphabétisme des femmes; • Ignorance des droits et devoirs de la femme; • Obstacles culturels et religieux; • Faible participation et implication des femmes aux débats politiques et socioéconomiques; • Faible représentativité des femmes aux instances de décision; • Faible capacité économique des femmes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Incompréhension de certaines couches de la société. 	<ul style="list-style-type: none"> • Formation en approche genre; • Sensibilisation sur le genre.



ÉQUITÉ ENTRE LES SEXES N°1	Projet proposé
	Formation en approche genre

LOCALISATION: Ville de Dakar.

DURÉE: 3 mois.

BÉNÉFICIAIRES CIBLÉS: Techniciens, GPF, leaders d'opinion.

PARTENAIRES DANS LA MISE EN ŒUVRE: Institutions de formation, universitaires, Ville.

COÛT ESTIMÉ: \$US 50.000.

SITUATION: La pauvreté a aujourd'hui un visage de femme. Le combat des femmes pour se faire reconnaître comme partenaires au côté des hommes est loin d'être achevé alors que le rôle économique culturel et social des femmes est devenu évident et porteur d'espoir.



ÉQUITÉ ENTRE LES SEXES N°2	Projet proposé
	Sensibilisation en approche genre

LOCALISATION: Ville de Dakar.

BÉNÉFICIAIRES CIBLÉS: Élus locaux, chefs religieux, associations de jeunes, organisations de femmes.

PARTENAIRES DANS LA MISE EN ŒUVRE: Services techniques départementaux, COSEF, maison des élus Locaux, RADI, CAEL, Siggil Jiggen.

COÛT ESTIMÉ: \$US 60.000.

SITUATION: Faible connaissance du rôle de la femme dans le développement. Connaissance partielle ou faible des droits de la femme.

OBJECTIFS: Susciter une adhésion des leaders et décideurs à l'approche genre.

PRINCIPAUX RÉSULTATS ATTENDUS: Une bonne compréhension de l'approche genre et des textes de lois sur le droit de la femme.

PRINCIPALES ACTIVITÉS Information, sensibilisation et échanges avec les investisseurs, les leaders d'opinion. Organisation des sessions par groupe et une session de synthèse avec les représentants de toutes les couches visées.

COMMENT LE PROJET SERA MIS EN ŒUVRE: Les partenaires impliqués et la ville définiront les modalités de sa mise en œuvre.

Forces	Opportunités	Faiblesses	Menaces	Priorités
ÉDUCATION ENVIRONNEMENTALE ET SENSIBILISATION				
<ul style="list-style-type: none"> • Façade maritime; • Existence d'un réseau d'assainissement; • Existence du profil environnemental et de plan d'action pour la baie de Hann; • Existence d'un mouvement associatif dynamique; • Existence d'un plan de réhabilitation des Niayes; • Existence du PAMU; • Existence d'une radio municipale (RMD); • Existence des institutions d'appui et d'encadrement; • Code de l'environnement. 	<ul style="list-style-type: none"> • Coopération décentralisée; • Site de Dakar; • ONG d'appui; • Présence des centres de décision; • Existence du PAMU; • Existence du PASDUNES. 	<ul style="list-style-type: none"> • Formulation compliquée des textes de lois sur l'environnement; • Mauvaise exploitation du domaine maritime; • Pollution et nuisances sonores; • Forte pression foncière; • Absence d'un système de transformation et de recyclage des ordures ménagères; • Saturation de la décharge de Mbeubeuss; • Faible couverture du territoire communal par le système d'enlèvement des ordures; • Faiblesse et de la capacité de charge et d'entretien des réseaux d'évacuation des eaux; • Problème de mobilité urbaine; • Vieillessement du parc automobile; • Insuffisance d'information et de sensibilisation; • Absence de coordination entre les différents intervenants. 	<ul style="list-style-type: none"> • Comportement de la population; • Risque industriel; • Avancée de la mer; • Inondations. 	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'une unité de traitement et de recyclage des déchets urbains; • Renforcement des capacités en matière environnementale; • Élaboration d'un Plan Stratégique de Développement Urbain (PSDU); • Création d'une usine d'épuration des eaux usées.



ENVIRON- NEMENT N° 1	Projet proposé
	Renforcement des capacités en matière environnementale

LOCALISATION: Ville de Dakar.

DURÉE: 12 mois

BÉNÉFICIAIRES CIBLÉS: Élus locaux; OCB, techniciens.

PARTENAIRES DANS LA MISE EN ŒUVRE: État; Ville; ONG.

COÛT ESTIMÉ: \$US 110 000.

SITUATION: La gestion de l'environnement requiert un certain nombre d'information, de compétences et des outils adéquats de travail.

OBJECTIF: Informer et former les acteurs locaux aux techniques de gestion de l'environnement. Mettre à leur disposition des outils.

PRINCIPAUX RÉSULTATS ATTENDUS: Les acteurs sont formés et comprennent l'enjeu de la gestion de l'environnement. Ils disposent des outils et s'en servent.

PRINCIPALES ACTIVITÉS: Information; choix des modules; session de formation; suivi/évaluation.

PRINCIPAUX RÉSULTATS ATTENDUS: Un document participatif de référence est élaboré.

PRINCIPALES ACTIVITÉS: Information. Atelier de lancement. Mise en place des cadres de concertation et de participation dans les communes d'arrondissement.

COMMENT LE PROJET SERA MIS EN ŒUVRE:
La ville, l'État et les communes d'arrondissement définiront les modalités de sa mise en oeuvre.

ENVIRON- NEMENT N° 2	Projet proposé
	Élaboration d'un Plan Stratégique de Développement Urbain (PSDU)

LOCALISATION: Ville de Dakar

DURÉE: 3 mois.

BÉNÉFICIAIRES CIBLÉS: Ville de Dakar; population; société civile.

PARTENAIRES DANS LA MISE EN ŒUVRE: État; Ville; ONG.

COÛT ESTIMÉ: \$US 10 000.

SITUATION: Les plans stratégiques actuels ne prennent pas beaucoup en compte les changements intervenus après 1996 sur le découpage de la ville en 19 communes d'arrondissement. Ces plans sont élaborés de manière non participative.

OBJECTIFS: Réaliser un plan participatif.

BIBLIOGRAPHIE

1. Pouvoirs et cités d'Afrique, Décentralisation en question, Alain Dubresson
 2. M. Vervière, Dagoudane Pikine 1970
 3. Dakar, Métropole Ouest-africaine, IFAN, 1970, M. Seck
 4. Plan de développement de la région de Dakar, conseil régional, 2004
 5. Les ONG et la ville du Maghreb, Enda Maghreb 1995
 6. Nouveau système de nettoyage de la CUD, Groupe Chagnon Ltée, 1996
 7. Encyclopédie de Dakar, Direction des archives, Hôtel de ville de Dakar
 8. Audit Urbain, ADM, 1999
 9. Habitat Spontané à Dakar, Enda Ecopole, 2002. Projet de restructuration et de régularisation foncière à ouakam, In gesahel, ville de Dakar, 2003
 10. Code de l'environnement du Sénégal 2001
 11. Document sur l'enquête ESAM
 12. Décret 78-599, du 17 janvier 1978
 13. Décret 91 595 et 91748
 14. Loi N° 64 – 46 du 1er janvier 1964
 15. code des collectivités locales du Sénégal
 16. Situation financière de la commune de Dakar, bureau du budget
 17. Site Internet de la ville de Dakar : www.dakarville.sn
 18. l'index sur la bonne gouvernance, IAGU, 2004
 19. Décret du 11 juin 1958
 20. Plan d'aménagement du territoire
 21. Livre blanc, PDU horizon 2005, ministère de l'urbanisme, 2003
 22. On m'appelle à régner; mondialisation, pouvoir et rapports genre ; Fenneke Reysoo et Christine Verschuur
 23. Mahamoud Ali Nourdine Analyse environnementale du quartier Wakhinane Colobane 2000
 24. Profil Urbain de la ville de Dakar, IAGU, CNUEH (habitat)
 25. Dr Djibril Doucouré, Waste Net
-
1. Pouvoirs et cités d'Afrique, Décentralisation en question, Alain Dubresson
 2. M. Vervière, Dagoudane Pikine 1970
 3. Dakar, Métropole Ouest-africaine, IFAN, 1970, M. Seck
 4. Plan de développement de la région de Dakar, conseil régional, 2004
 5. Les ONG et la ville du Maghreb, Enda Maghreb 1995
 6. Nouveau système de nettoyage de la CUD, Groupe Chagnon Ltée, 1996
 7. Encyclopédie de Dakar, Direction des archives, Hôtel de ville de Dakar
 8. Audit Urbain, ADM, 1999
 9. Habitat Spontané à Dakar, Enda Ecopole, 2002. Projet de restructuration et de régularisation foncière à ouakam, In gesahel, ville de Dakar, 2003
 10. Code de l'environnement du Sénégal 2001
 11. Document sur l'enquête ESAM
 12. Décret 78-599, du 17 janvier 1978
 13. Décret 91 595 et 91748
 14. Loi N° 64 – 46 du 1er janvier 1964
 15. code des collectivités locales du Sénégal
 16. Situation financière de la commune de Dakar, bureau du budget
 17. Site Internet de la ville de Dakar : www.dakarville.sn
 18. l'index sur la bonne gouvernance, IAGU, 2004

Acronymes

ACIADES	Appui Conseil aux Initiatives et Actions de Développement et de la santé
AMS	Association des Maires du Sénégal
AOF	Afrique Occidentale Française
APRODAK	Agence pour la Propreté de Dakar
BHS	Banque de l'Habitat du Sénégal
CA	Commune d'Arrondissement
CETUD	Conseil Exécutif des Transports Urbains de Dakar
CHU	Centre Hospitalier Universitaire
CMD	Crédit Municipal de Dakar
COSEF	Conseil Sénégalais des Femmes
CSC	Consortium Sénégalais - Canadien
CUD	Communauté Urbaine de Dakar
DASS	Direction de l'Action Sociale et Sanitaire
DDD	Dakar Dem Dikk
DPRE	Direction de la Planification et de la Reforme de l'Education
DPS	Direction de la Planification et de Statistique
DAU	Direction de l'Aménagement Urbain
ESAM	Enquête Statistique sur les Ménages
Enda Tiers Monde	Environnement et Action pour le Tiers Monde
Enda GRAF	Groupe de Recherche, d'Action et de Formation
Enda RUP	Relais Urbain participatif
Enda Ecopole	Écologie populaire
FAFS	Fédération des Associations Féminines du Sénégal
FED	Fonds Européen de Développement
GPF	Groupement de Promotion Féminine
HL M	Habitation à Loyer Modérée
IAGU	Institut Africain de Gestion Urbaine
IA	Inspection d'Académie
JICA	Coopération Japonaise
MEN	Ministère de l'éducation nationale
ODCAV	Organisation Départementale des activités de vacances
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAMU	Projet d'Amélioration de Mobilité Urbaine
PAS	Programme d'ajustement Structurel
PDEF	Plan Décennal de l'Education et de la Formation
PVD	Pays en Voie de Développement
PUD	Plan d'Urbanisme de Détail
RADI	Réseau Africain pour le Développement Intégré
RADDHO	Rencontre Africaine pour la défense des Droits de l'Homme
RMD	Radio Municipal de Dakar
SDE	Sénégalaise Des Eaux
SDAU	Schéma Directeur d'Aménagement Urbain
SENELEC	Société Nationale d'Électricité
SICAP	Société Immobilière du Cap Vert
UPI	Unité de Production Informelle
VDN	Voie de Dégagement Nord

LISTE DES PERSONNES QUI ONT CONTRIBUÉ À LA PRÉPARATION DU PROFIL DE DAKAR

Néné Ly SOUMARE. Direction de l'habitat. Adjoint au Directeur.

Alexis CAMPAL. Ministère de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire. Conseiller Technique N°1 du ministre.

Mamadou Lamine DIOUF. Fondation Droit à la Ville (FDV). Administrateur Général.

Mor THIOUNE. SICAP.

Oumar SECK. FDV. Ingénieur des Travaux publics
Atoumane FAYE. MFDSSN/PAREP. Expert chargé du système d'information sur la pauvreté.

Aboubacry Demba. LOM. Direction de la Planification Nationale et de la Coordination avec la Planification Régionale (DPNCPR). Directeur de la Planification.

Ndiémé PAYE. DPNCPR. Juriste, Chargée du secteur de l'habitat, des questions juridiques et des questions de gouvernance.

Ibrahima BA. Ministère de la Famille (MFDSSN) Programme d'Appui à la Réduction de la Pauvreté (PAREP). Expert national principal.

Elimane BA. Direction de l'Environnement et des Établissements Classés (DEEC). Chef de Division Pollutions et Nuisances.

Aïcha DIAGNE. DEEC.

Maïmounatou DIOP. Union Européenne Chargée de Programme.

Mor Thioune. Sicap Sa. Directeur du Contrôle de Gestion, de l'audit et de la qualité.

Khalifa GUEYE. Direction des Collectivités Locales. Directeur.

CONTACTS:

Alioune Badiane, Directeur du Bureau Régional pour l'Afrique et les Pays Arabes (BRAPA),

E-mail: alioune.badiane@unhabitat.org

Alain Grimard, Coordonnateur du programme, E-mail: alain.grimard@unhabitat.org

Joseph Guiebo, Conseiller Principal chargé de l'Afrique francophone. Email: joseph.guiebo@unhabitat.org

ÉQUIPE AU SÉNÉGAL:

Mme Ndèye Fatou D. Guèye et Dr Oumar Cissé avec l'appui de El Housseynou Ly et de Moussa Sy